



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

maintien de l'ordre lors des manifestations

Question au Gouvernement n° 1782

Texte de la question

MAINTIEN DE L'ORDRE LORS DES MANIFESTATIONS

M. le président. La parole est à M. Éric Ciotti.

M. Éric Ciotti. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Depuis quatre mois, votre politique injuste et inefficace a plongé le pays dans le chaos.

M. Erwan Balanant. Vous n'êtes pas venu en gilet jaune, monsieur Ciotti ?

M. Éric Ciotti. Depuis quatre mois, vous avez été totalement incapable, avec votre ministre de l'intérieur, de restaurer l'ordre républicain sur tout le territoire national. Depuis quatre mois, votre ministre de l'intérieur a multiplié les ordres, les contrordres, les stratégies et les contre-stratégies, donnant l'impression que Beauvau était devenu un bateau ivre, sans capitaine ! Pire, depuis samedi, les hauts fonctionnaires, les préfets et les policiers de haut rang ont été pris pour cible, pour exonérer le pouvoir politique de ses fautes, de son incompétence et de son inconséquence ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

Aujourd'hui, nous voulons redire aux préfets, aux policiers et aux gendarmes, qui sont en première ligne de front contre la violence, notre soutien, notre considération et notre respect. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. - Mme Cécile Untermaier et M. Joël Aviragnet applaudissent également.)*

Ils méritent mieux que de la lâcheté pour s'exonérer des fautes qui ont été commises ! (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe LR. – *Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) Ils méritent mieux et attendent aujourd'hui des chefs et des actes. Ces actes, nous vous les demandons ! Allez-vous, oui ou non, monsieur le Premier ministre, interdire samedi toute manifestation à Paris, à Toulouse, à Bordeaux, mais aussi dans tout le territoire national, notamment à Nice, où a été lancé un appel national à manifester par des groupes violents, alors que le président chinois et le président Macron doivent s'y rendre dimanche ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Patrick Hetzel. Démission !

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. La violence et les émeutes ne sont hélas pas un phénomène nouveau. En 2005, vingt-cinq nuits et vingt-cinq jours de casse systématique ; à Villiers-le-Bel, du 25 novembre au 5 décembre 2007 ; à Grenoble, en 2010 ; examen de la « loi travail » : vingt-deux jours de violence ! *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Pierre Cordier. Tout est normal, alors ?

M. le président. S'il vous plaît ! Écoutez la réponse !

M. Christophe Castaner, ministre. Parfois un seul jour suffit pour la violence. Je pense au sommet de l'OTAN, en 2009 : en un seul jour, malgré la mobilisation de près de 11 000 policiers, les casseurs ont frappé.

Vous le savez bien, monsieur le député : entre le 1er et le 8 décembre, avec Laurent Nunez, nous avons fait le choix de revoir en profondeur la doctrine d'emploi du maintien de l'ordre. Depuis, de façon systématique, nous avons multiplié la mobilité, les interventions et les interpellations. Voilà la réalité ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Nous savons tous, au-delà de la polémique, qu'il y a une évolution dans les formes de violence.

M. Pierre Cordier. Assumez votre échec !

M. Christophe Castaner, ministre. Il y a une forme de dissolution de la citoyenneté car la seule revendication affirmée de ceux qui viennent casser est justement de contester l'essence même de la démocratie. Ces ultra-violents veulent casser la démocratie et nous devons répondre. Notre réponse est claire et le Premier ministre l'a rappelée lundi : la fermeté, qui s'imposera partout.

Monsieur le député, vous avez évoqué l'appel des gilets jaunes à l'ultra-violence samedi à Nice, avec une affiche honteuse montrant tout à la fois un casseur et un feu d'artifices. C'est totalement scandaleux. J'ai échangé hier soir avec Christian Estrosi, le maire de Nice, avec le préfet, et j'aurai une réunion d'état-major avec le préfet des Alpes-Maritimes ce soir. Nous ferons en sorte que tous les moyens soient prévus pour que, à Paris, à Bordeaux, mais aussi à Nice,...

M. Christian Jacob. Partout en France !

M. Christophe Castaner, ministre. ...il ne se passe pas ce que nous avons vécu à Paris. Monsieur le député, si vous le souhaitez, je vous propose de vous recevoir demain matin, avec vos collègues députés des Alpes-Maritimes, pour vous présenter le dispositif que nous arrêterons avec le préfet. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Ciotti](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1782

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 mars 2019](#)